

Lausanne fête le 1^{er} Mai

Manif ► Plus de 500 personnes ont manifesté jeudi en fin de journée à Lausanne pour la Journée internationale des droits des travailleurs. Sous la devise «la solidarité plutôt que la haine», l'Union syndicale vaudoise a revendiqué l'introduction d'un salaire minimum cantonal et dénoncé les baisses fiscales. Les manifestants se sont rassemblés vers 17h à la place du Château, où plusieurs syndicalistes ont pris la parole devant la foule. Les critiques étaient particulièrement fortes à l'encontre du contre-projet de Conseil d'Etat sur le salaire minimum désigné de «coquille vide» et «peau de chagrin». «La majorité de droite au Conseil d'Etat vide de son sens le salaire minimum», a déclaré le président d'Unia Vaud, Bounouar

Benmenni. Les manifestant·es ont également exprimé leur solidarité face à la montée de l'extrême droite. Ils ont dénoncé les attaques contre les droits des femmes, les reculs en matière d'égalité des genres et la propagation d'un discours de haine contre les étrangers. Le cortège s'est ensuite mis en marche en direction du Casino de Montbenon. Sur les pancartes et banderoles, on pouvait lire «Coupez nos budgets, on coupera vos têtes», «Barrons la route à l'extrême droite» ou encore «Etude, travail, l'unité face à l'austérité». Pour cette journée dans le canton, des activités étaient également organisées à Yverdon-les-Bains. Au total, une cinquantaine de manifestations ont eu lieu dans toute la Suisse. **ATS**

Un dispositif contre le harcèlement scolaire

Valais ► Un dispositif pour combattre le harcèlement scolaire a été mis en place en Valais. Il prévoit notamment, à l'attention des communes, une permanence de soutien à laquelle les victimes peuvent s'adresser, indique jeudi Promotion santé Valais. Selon l'Observatoire valaisan de la santé, sur l'année 2022, 23% des élèves de 11 à 15 ans du canton ont déclaré avoir été harcelés à l'école, et 14% ont été victimes de cyberharcèlement. Le «projet novateur» annoncé jeudi repose sur un accompagnement personnalisé et une mobilisation pluridisciplinaire face à ce «phénomène préoccupant». Testé avec succès dans les régions de

Sierre et Anniviers, il est désormais étendu à tout le canton. Le dispositif repose sur quatre piliers: une grille d'évaluation, une permanence de soutien, une communication ciblée et l'implication d'un travailleur social pour assurer le suivi des situations. Le tout dans le cadre d'un partenariat entre Promotion santé Valais, l'Association sierroise de loisirs, éducation et culture (ASLEC), le Centre de compétences en éducation et en relations humaines (CCER) et le Service cantonal de la jeunesse (SCJ). Les premiers résultats sont parlants: 38 signalements ont été enregistrés, 27 jeunes et

leurs familles ont bénéficié d'un accompagnement et des interventions ont été menées en classe auprès de 80 élèves. Le harcèlement entre pairs affecte le bien-être des jeunes également hors des murs de l'école, souligne Promotion santé Valais. Stress, anxiété, isolement, baisse de l'estime de soi, absentéisme, décrochage scolaire, symptômes dépressifs, les conséquences sont multiples, exacerbées par les réseaux sociaux. Une trentaine de professionnels (écoles, transports scolaires, milieux sportifs, structures d'accueil parascolaire) se sont engagés pour créer et tester ce dispositif. **ATS**

MÉDIAS

DÉPART AU CLUB SUISSE DE LA PRESSE

La journaliste et critique littéraire Isabelle Falconnier quitte la direction du Club suisse de la presse. Elle partira à fin septembre pour donner une nouvelle orientation à sa carrière. D'ici fin septembre, Isabelle Falconnier restera pleinement engagée dans ses activités, en particulier l'organisation des Assises presse et démocratie qui se tiendront le 29 août. En poste depuis juillet 2023, Isabelle Falconnier a passé «deux années riches en activités et rencontres au service des médias et des acteurs de la Genève internationale».

ATS

Le PS du canton du Jura célèbre son demi-siècle à Bassecourt. Un ouvrage en dresse le bilan avec un accent mis sur l'élection au Conseil fédéral d'une femme issue de ses rangs

Inventaire au PS jurassien

ALAIN MEYER

Jura ► Le Parti socialiste du Jura part en goguette samedi sur les traces de son passé en dépoussiérant cinquante ans de progrès sociaux, incluant droits politiques pour les étrangers ou salaire minimum. Une naissance actée au Restaurant du Jura de Bassecourt le 3 mai 1975, dans la vallée de Delémont. Dans une salle pleine à craquer, entre 150 et 200 adhérent·es avaient plébiscité ce jour-là l'émergence de cette formation afin de s'émanciper de la tutelle du parti cantonal bernois fondé, lui, en 1919. La section jurassienne y avait été rattachée plus de cinquante ans durant, subordonnée. L'ouvrage publié pour marquer cet anniversaire, intitulé «PS jurassien, 50 ans au service de la solidarité»¹, indique que les socialistes du Jura avaient déjà commencé à être «plus proche des socialistes neuchâtois» que bernois dans les années 1960. Puis l'histoire s'est emballée avec la Question jurassienne.

Contrairement aux autres sections du PS du canton de Berne, celle du Jura avait déjà refusé dans les années 1950 l'implantation d'une place d'armes à Bure, en Ajoie. «C'est le premier parti à s'être constitué à l'échelle du canton du Jura. Et le Jura est le seul canton dont la moitié de la députation au parlement fédéral est composé d'élus socialistes depuis trente ans», informent les auteurs. Le livre est un état des lieux, fait d'un patchwork de textes rédigés par divers·es auteur·es et compilés par l'ancien conseiller national PS Jean-Claude Rennwald.

Icône cantonale

Ce samedi, là où tout a commencé en 1975 à Bassecourt, les discours et flonflons réuniront des camarades de haut rang. La coprésidente du parti suisse, Mattea Meyer, et le conseiller aux Etats neuchâtois Baptiste



«Les enfants apprendront durant leurs cours d'histoire que le premier Jurassien à entrer au Conseil fédéral était... une femme socialiste!» s'enthousiasme l'ouvrage publié à l'occasion des 50 ans du PS cantonal. KEYSTONE

Hurni, seront de la partie. Elevée au rang d'icône cantonale depuis décembre 2022 et son élection aux plus hautes fonctions de l'Etat suisse, Elisabeth Baume-Schneider, qu'ici l'on surnomme parfois «l'Elisabeth», sera présente. «Les enfants apprendront durant leurs cours d'histoire que le premier Jurassien à entrer au Conseil fédéral était... une femme socialiste!» s'enthousiasme l'ouvrage, qui accorde également une voix à des militant·es au regard parfois critique.

Comme Jean-Claude Cuttat, 73 ans, mécanicien à la retraite de Courrendlin. Adhérent de longue date, il dit

«C'est le premier parti à s'être constitué à l'échelle du canton du Jura»

regretter que le PSJ compte aujourd'hui «beaucoup trop de bobos qui ne savent pas ce que c'est qu'un ouvrier». Sur la première partie de sa réflexion, les chiffres semblent lui donner raison. «En 2024, sur les 118 membres du PSJ, 14 seulement étaient des ouvrier·ères ou employé·es, contre une cinquantaine de membres des catégories dites moyennes et supérieures (enseignant·es, médecins, ingénieur·es). Suivent une vingtaine d'étudiant·es et de professionnelles de la santé.

Aura perdue

La présence trop discrète des socialistes à la tête des communes

du canton est soulevée aussi. Ce qui questionne, alors que le PS est bien fourni au niveau cantonal avec deux ministres sur cinq: la partante Nathalie Barthoulet et la grande argentière, Rosalie Beuret Siess, laquelle se représente aux élections cantonales d'octobre. Le PSJ aurait-il perdu son aura au niveau communal? En cinquante ans, il a détenu 36 postes de maires, dont cinq à six simultanément à certaines époques. Aujourd'hui, il n'en a plus que trois: à Courrendlin, Saignelégier et Fontanaïs. La ville de Delémont, fief socialiste depuis les années 1950, est tombée en 2008.

Cet inventaire ne serait pas complet sans l'esquisse de pistes pour demain: s'investir davantage dans les communes, reconquérir la classe ouvrière, revenir aux fondamentaux du socialisme, s'impliquer davantage dans les mouvements sociaux et associatifs. Un conseil est distillé aux ministres qui pourraient émerger des urnes lors des prochaines élections: «Améliorer sa visibilité et alumer des brindilles de socialisme, comme Mathias Reynard en Valais.» I

¹PS jurassien, 50 ans au service de la solidarité, textes rassemblés par Jean-Claude Rennwald, aux éditions de la Rue du Nord à Delémont